



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.001/2/V
du 1^{er} septembre 2021

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à : L'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté flamande, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées, fait à Paris le 9 mars 2020'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.001/2/V
van 1 september 2021

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met: De Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Vlaamse Gemeenschap, de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, de Regering van het Vlaams Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land, gedaan te Parijs op 9 maart 2020'

Le 22 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 7 septembre 2021, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à : L'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté flamande, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées, fait à Paris le 9 mars 2020'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 1^{er} septembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} septembre 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 22 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 7 september 2021 een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met: De Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Vlaamse Gemeenschap, de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, de Regering van het Vlaams Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land, gedaan te Parijs op 9 maart 2020'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 1 september 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 september 2021.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Dans son avis 68.339/VR donné en chambres réunies le 22 décembre 2020 sur un avant-projet de décret flamand 'tot instemming met de overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België, de regering van de Vlaamse gemeenschap, de regering van de Franse gemeenschap, de regering van de Duitstalige gemeenschap, de regering van het Vlaamse gewest, de regering van het Waalse gewest, de regering van het Brussels hoofdstedelijk gewest en de regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land, gedaan te Parijs op 9 maart 2020', la section de législation a formulé les observations suivantes :

« [traduction] PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'avant-projet de décret de la Communauté flamande et de la Région flamande soumis pour avis a pour objet de donner assentiment à l'Accord 'entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté flamande, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées, fait à Paris le 9 mars 2020' (ci-après : l'Accord) (article 2 de l'avant-projet).

L'Accord vise essentiellement à assouplir les règles en matière de transfert de corps des personnes décédées par voie terrestre entre la France et la Belgique, fixées dans l'Accord 'sur le transfert des corps des personnes décédées, fait à Strasbourg le 26 octobre 1973'¹. L'utilisation d'un cercueil en bois étanche est ainsi autorisée (article 2, paragraphe 1, de l'Accord), sauf si le décès est dû à certaines maladies contagieuses (article 2, paragraphe 2, de l'Accord) ou si l'arrivée du corps au lieu d'inhumation ou de crémation ne peut pas s'effectuer dans un délai de 72 heures (article 2, paragraphe 6, de l'Accord).

La commission mixte intergouvernementale créée par l'article 7 de l'Accord-cadre 'entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005'², est compétente pour assurer le suivi de l'application de l'Accord,

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Approuvé par la loi du 20 août 1981 'portant approbation de l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, et de l'Annexe, faits à Strasbourg le 26 octobre 1973'.

² Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Approuvé par la loi du 9 février 2009 'portant assentiment à l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005', le décret de la Communauté flamande du 13 mars 2009 'portant assentiment à l'accord-cadre conclu entre le Gouvernement du Royaume de

mais doit associer, pour ce suivi, des représentants des régions et de la Communauté germanophone, ainsi que du Ministère de l'Intérieur de la République française (article 4, alinéa 1^{er}, de l'Accord).

Chaque partie notifie par la voie diplomatique à l'autre partie l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de l'Accord. L'Accord entre en vigueur à la date de réception de la seconde de ces notifications (article 6, paragraphe 1, de l'Accord).

COMPÉTENCE

3. Les 17 décembre 2018 et 26 mars 2019, le Groupe de travail Traités mixtes, institué par l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes', a considéré que l'Accord est un traité mixte au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, qui doit être soumis à l'assentiment des parlements des communautés, des régions et de la Commission communautaire commune³.

On peut se rallier à ce point de vue.

FORMALITÉS

4. L'article 2, paragraphe 1, de l'Accord, selon lequel l'utilisation d'un cercueil en bois étanche d'au moins 22 mm est obligatoire pour le transfert de corps par voie terrestre entre la Belgique et la France, doit être considéré comme une règle technique au sens de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'. Cette exigence constitue en effet une spécification technique⁴ qui doit être respectée pour l'utilisation de cercueils pour le transfert de corps par voie terrestre entre la Belgique et la France.

Dès lors, conformément à l'article 5, paragraphe 1, de la directive (UE) 2015/1535, l'avant-projet doit être communiqué à la Commission européenne et il ne pourra être adopté qu'après que les délais d'attente fixés à l'article 6 de la directive auront été respectés.

OBSERVATION GÉNÉRALE

5. Selon son intitulé, la convention à laquelle il est donné assentiment est l'« Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté flamande, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la

Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005', le décret de la Communauté française du 27 mai 2010 'portant assentiment à l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière signé à Mouscron le 30 septembre 2005' et le décret de la Région wallonne du 3 juin 2010 'portant assentiment, en ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005'.

³ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : La Conférence interministérielle de la Politique étrangère (CIPE) a approuvé le rapport du Groupe de Travail Traités mixtes dans le cadre d'une procédure écrite, ce que confirment des courriers datés des 11 mars 2019 et 3 juin 2019.

⁴ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Selon l'article 1^{er}, c), de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015, il faut entendre par « spécification technique » « une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions, y compris les exigences applicables au produit en ce qui concerne la dénomination de vente, la terminologie, les symboles, les essais et les méthodes d'essai, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité ».

Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées', fait à Paris le 9 mars 2020.

Bien que cet intitulé doive être reproduit littéralement dans l'intitulé et dans l'article 2 de l'avant-projet, il est une nouvelle fois rappelé que, si les traités sont, certes, conclus par les organes compétents du pouvoir exécutif, ceux-ci le font toutefois au nom des personnes morales dont ils constituent le pouvoir exécutif ou pour lesquelles ils interviennent.

En l'occurrence, les parties contractantes sont le Royaume de Belgique et la République française et par conséquent pas leurs gouvernements respectifs⁵. En outre, il ressort de la structure de l'accord que celui-ci est de nature bilatérale et qu'il est conclu entre, d'une part, la République française et, d'autre part, le Royaume de Belgique. Les communautés et les régions mentionnées dans l'intitulé, qui disposent certes d'une compétence en matière de traités internationaux, ne sont pas des parties distinctes à l'accord. Cette constatation a été confirmée par le délégué, qui a déclaré :

‘Het is inderdaad zo dat België in z'n geheel één partij vormt’.

EXAMEN DU TEXTE DE L'ACCORD

Article 2

6. Il ressort de l'article 2, paragraphe 2, de l'accord que, pour le transfert par voie terrestre des corps de personnes décédées entre la Belgique et la France, il ne peut être fait usage d'un cercueil en bois étanche ‘si le décès est dû à l'une des maladies contagieuses suivantes : rage, orthopoxviroses, choléra, peste, charbon et fièvres hémorragiques virales, toute maladie émergente infectieuse transmissible (Severe Acute Respiratory Syndrome ...)’. Cette liste de maladies contagieuses est susceptible d'être actualisée ‘par chacune des Parties, sur avis des autorités compétentes décrites à l'article 4 paragraphe 3, du présent Accord’. Cet article dispose que les points focaux nationaux (ci-après : PFN) visés par le règlement sanitaire international de 2005⁶, sont chargés de l'évaluation en temps réel du risque représenté par une incidence sanitaire grave.

Invité à apporter des éclaircissements à ce sujet, le délégué a précisé que :

- l'actualisation de la liste des maladies contagieuses n'est pas opérée par la voie d'une modification formelle de l'accord ;
- une actualisation peut être faite par chaque partie distinctement ;
- une actualisation est faite sur l'avis des PFN des deux parties (‘sur avis des autorités compétentes’) ;
- la liste sera publiée sous forme numérique.

En ce qui concerne la Belgique, une telle actualisation devra prendre la forme d'un acte réglementaire émanant des autorités compétentes, lequel devra être publié au *Moniteur belge*, faute de quoi cette actualisation ne sera pas opposable aux particuliers.

⁵ Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : En vertu de l'article 167, § 2, de la Constitution, c'est du reste le Roi, et non le Gouvernement, qui conclut les traités.

⁶ Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : En ce qui concerne le PFN de la Belgique : voir le Protocole du 5 novembre 2018 conclu entre l'autorité fédérale et les autorités visées dans les articles 128, 130 et 135 de la Constitution ‘établissant les structures génériques pour la gestion sectorielle santé des crises de santé publique et leur mode de fonctionnement pour l'application du Règlement Sanitaire International (2005), et la décision n° 1082/2013/UE relative aux menaces transfrontières graves sur la santé’.

Article 6

7. Selon son article 6, paragraphe 1, l'accord entre en vigueur à la date de réception par la voie diplomatique de la seconde notification indiquant que les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de l'accord ont été accomplies.

Pareil règlement de l'entrée en vigueur doit être évité, dès lors que les autorités et les particuliers concernés par l'accord n'en seront pas informés. Pour remédier à ce problème, il faudra à tout le moins publier un avis au *Moniteur belge* afin de porter cette entrée en vigueur à la connaissance des citoyens ».

Ces observations valent également, *mutatis mutandis*, pour l'avant-projet à l'examen.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp[‡], de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 68.339/VR, dat ze op 22 december 2020 in verenigde kamers gegeven heeft over een voorontwerp van Vlaams decreet ‘tot instemming met de overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België, de regering van de Vlaamse gemeenschap, de regering van de Franse gemeenschap, de regering van de Duitstalige gemeenschap, de regering van het Vlaamse gewest, de regering van het Waalse gewest, de regering van het Brussels hoofdstedelijk gewest en de regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land, gedaan te Parijs op 9 maart 2020’, de volgende opmerkingen geformuleerd:

“STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Het voor advies voorgelegde voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest strekt ertoe instemming te verlenen met de Overeenkomst ‘tussen de regering van het Koninkrijk België, de regering van de Vlaamse Gemeenschap, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, de regering van het Vlaamse Gewest, de regering van het Waalse Gewest, de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land, gedaan te Parijs op 9 maart 2020’ (hierna: de Overeenkomst) (artikel 2 van het voorontwerp).

Met de Overeenkomst wordt in hoofdzaak beoogd om voor het vervoer van lijken over land tussen Frankrijk en België in versoepelingen te voorzien van de regels bepaald in de Overeenkomst ‘inzake het vervoer van lijken, opgemaakt te Straatsburg op 26 oktober 1973’.¹ Zo wordt het gebruik van een ondoordringbare houten kist toegelaten (artikel 2, lid 1, van de Overeenkomst), behoudens indien het overlijden is veroorzaakt door bepaalde besmettelijke ziektes (artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst) of als de aankomst van het lijk op de plaats van begraving of crematie niet binnen een termijn van 72 uur kan plaatsvinden (artikel 2, lid 6, van de Overeenkomst).

De gemengde intergouvernementele commissie die werd opgericht bij artikel 7 van het Raamakkoord ‘tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek betreffende de grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg, gedaan te Moeskroen op 30 september 2005’², is bevoegd voor de

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Goedgekeurd bij de wet van 20 augustus 1981 ‘houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake het vervoer van lijken, en van de Bijlage, opgemaakt te Straatsburg op 26 oktober 1973’.

² Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Goedgekeurd bij de wet van 9 februari 2009 ‘houdende instemming met het Raamakkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek betreffende de

opvolging van de Overeenkomst, maar moet vertegenwoordigers van de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap en van het ministerie van Binnenlandse Zaken van de Franse Republiek betrekken bij deze opvolging (artikel 4, eerste alinea, van de Overeenkomst).

Elke partij stelt de andere partij langs diplomatieke weg in kennis van het voltooien van de interne procedures vereist voor de inwerkingtreding van de Overeenkomst. De Overeenkomst treedt in werking op de datum van ontvangst van de tweede van deze kennisgevingen (artikel 6, lid 1, van de Overeenkomst).

BEVOEGDHEID

3. De Werkgroep Gemengde Verdragen, ingesteld bij het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten ‘over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen’, heeft op 17 december 2018 en 26 maart 2019 geoordeeld dat de Overeenkomst een gemengd verdrag is in de zin van artikel 167, § 4, van de Grondwet dat ter instemming moet worden voorgelegd aan de parlementen van de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.³

Hiermee kan worden ingestemd.

VORMVEREISTEN

4. Artikel 2, lid 1, van de Overeenkomst, naar luid waarvan voor het vervoer van lijken over land tussen België en Frankrijk het gebruik van een ondoordringbare houten kist van ten minste 22 mm dik verplicht is, is te beschouwen als een technisch voorschrift in de zin van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’. Die vereiste vormt immers een technische specificatie⁴ die moet worden nageleefd voor het gebruik van lijkkisten bij het vervoer van lijken over land tussen België en Frankrijk.

Bijgevolg moet het voorontwerp overeenkomstig artikel 5, lid 1, van richtlijn (EU) 2015/1535 aan de Europese Commissie worden meegedeeld en kan het pas worden aangenomen nadat de in artikel 6 van de richtlijn bepaalde wachttermijnen in acht werd genomen.

grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg, ondertekend te Moeskroen op 30 september 2005’, het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 13 maart 2009 ‘houdende instemming met het raamakkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek betreffende de grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg, ondertekend in Moeskroen op 30 september 2005’, het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2010 ‘portant assentiment à l’Accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière signé à Mouscron le 30 septembre 2005’ en het decreet van het Waalse Gewest van 3 juni 2010 ‘portant assentiment, en ce qui concerne les matières dont l’exercice a été transféré par la Communauté française, à l’accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005’.

³ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: De Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid (ICBB) stemde via de schriftelijke procedure in met het verslag van de Werkgroep Gemengde Verdragen, wat bij brieven van 11 maart 2019 en 3 juni 2019 is bevestigd.

⁴ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Volgens artikel 1, c), van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 moet onder “technische specificatie” worden verstaan “een specificatie die voorkomt in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een product, zoals kwaliteitsniveau, prestaties, veiligheid of afmetingen, met inbegrip van de voor het product geldende voorschriften inzake verkoopbenaming, terminologie, symbolen, beproeving en beproevingsmethoden, verpakking, het merken of etiketteren, en de overeenstemmingsbeoordelingsprocedures”.

ALGEMENE OPMERKING

5. Het verdrag waarmee instemming wordt verleend, is luidens het opschrift ervan de 'Overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België, de regering van de Vlaamse Gemeenschap, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, de regering van het Vlaamse Gewest, de regering van het Waalse Gewest, de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de regering van de Franse Republiek inzake het vervoer van lijken over land', gedaan te Parijs op 9 maart 2020.

Hoewel dat opschrift letterlijk moet worden overgenomen in het opschrift en in artikel 2 van het voorontwerp, wordt er nogmaals op gewezen dat verdragen weliswaar worden gesloten door de bevoegde organen van de uitvoerende macht, maar dat deze dit doen namens de rechtspersonen waarvan ze de uitvoerende macht vormen of waarvoor ze optreden.

In dit geval zijn de verdragsluitende partijen het Koninkrijk België en de Republiek Frankrijk en dus niet hun respectieve regeringen.⁵ Bovendien blijkt uit het opzet van de Overeenkomst dat ze een bilateraal karakter heeft en gesloten is tussen, enerzijds, de Franse Republiek en, anderzijds, het Koninkrijk België. De in het opschrift vermelde gemeenschappen en gewesten, die weliswaar over een internationale verdragsbevoegdheid beschikken, zijn geen afzonderlijke partij bij de Overeenkomst. Dit werd door de gemachtigde bevestigd, die verklaarde:

‘Het is inderdaad zo dat België in z’n geheel één partij vormt.’

ONDERZOEK VAN DE TEKST VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

6. Uit artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst vloeit voort dat voor het vervoer van lijken over land tussen België en Frankrijk geen ondoordringbare houten kist mag worden gebruikt 'als het overlijden is veroorzaakt door een van de volgende besmettelijke ziektes: rabiës, orthopoxvirusinfecties, cholera, pest, miltvuur en virale hemorrhagische koorts, elke opkomende besmettelijke overdraagbare ziekte (Severe Acute Respiratory Syndrome ...)'. Deze lijst van besmettelijke ziekten kan worden bijgewerkt 'door elke Partij op advies van de bevoegde autoriteiten zoals beschreven in artikel 4, lid 3 van deze Overeenkomst'. In dat artikel wordt bepaald dat de National Focal Points (hierna: NFP) zoals bedoeld bij het Internationaal Gezondheidsreglement van 2005,⁶ belast zijn met de beoordeling in real time van de risico's van een ernstige volksgezondheidsgebeurtenis.

Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, verduidelijkte de gemachtigde dat:

- de bijwerking van de lijst van besmettelijke ziekten niet gebeurt door middel van een formele verdragswijziging;
- een bijwerking kan gebeuren door elke partij afzonderlijk;
- een bijwerking gebeurt op advies van de NFP's van beide partijen ('op advies van de bevoegde autoriteiten');
- de lijst digitaal zal worden gepubliceerd.

⁵ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Krachtens artikel 167, § 2, van de Grondwet is het trouwens de Koning, en niet de regering, die de verdragen sluit.

⁶ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Wat het NFP van België betreft: zie het Protocol van 5 november 2018 gesloten tussen de Federale Overheid en de overheden bedoeld in artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet 'tot vaststelling van de generische structuren voor het sectoraal gezondheidsbeheer van crisissen voor de volksgezondheid en hun werkwijze voor de toepassing van het Internationaal Gezondheidsreglement (2005), en Besluit nr. 1082/2013/EU over ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid'.

Aan Belgische zijde zal een dergelijke bijwerking de vorm moeten aannemen van een reglementaire overheidshandeling die wordt aangenomen door de ter zake bevoegde overheden en die moet worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* bij gebreke waarvan deze bijwerking niet tegenwerpbaar is aan particulieren.

Artikel 6

7. Naar luid van artikel 6, lid 1, van de Overeenkomst treedt ze in werking op de datum van de ontvangst langs diplomatieke weg van de tweede kennisgeving dat de interne procedures vereist voor de inwerkingtreding van de Overeenkomst, werden voltooid.

Een dergelijke regeling van de inwerkingtreding moet worden vermeden, aangezien de bij de Overeenkomst betrokken overheden en de particulieren daar niet van op de hoogte zullen zijn. Om dit te verhelpen zal minstens in het *Belgisch Staatsblad* een bericht moeten worden bekendgemaakt om de burgers op de hoogte te brengen van deze inwerkingtreding.”

Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook voor voorliggend voorontwerp.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT